

Unité Départementale Aube - Haute-Marne CHAUMONT, le

—

Nos réf. : SHM/AV/MI n° 25 - 322

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SALEUR RECYCLAGE (EX SALEUR ECO ENVIRONNEMENT)

ZI Dame Huguenotte
52000 CHAUMONT

Code AIOT : 0005703098

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23 octobre 2025 dans l'établissement SALEUR RECYCLAGE (EX SALEUR ECO ENVIRONNEMENT) implanté ZI Dame Huguenotte, 52000 CHAUMONT. L'inspection a été annoncée le 19 septembre 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société SALEUR, visée par l'arrêté ministériel du 20/06/2023 relatif à l'analyse de substances PFAS dans les rejets aqueux des ICPE relevant du régime Autorisation, a réalisé les trois campagnes de mesures sur son exploitation. Les résultats obtenus montrent une détection de PFAS sur le rejet EP3 (eaux pluviales) à une concentration maximale de 3,59 µg/l pour l'ensemble des PFAS détectés. Aussi, l'inspection des installations a souhaité réaliser une visite d'inspection le 23 octobre 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SALEUR RECYCLAGE (EX SALEUR ECO ENVIRONNEMENT)
- ZI Dame Huguenotte - 52000 CHAUMONT
- Code AIOT : 0005703098
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SALEUR exerce l'activité de récupération et collecte de déchets dangereux (produits et emballages souillés) et non dangereux (verre, bois, ferraille, plastique, DIB). Le site présente également une activité de collecte et regroupement (transit) pour reconstituer des volumes plus conséquents d'environ 90 m³ (notamment les déchets à corps plein et creux) pour être revalorisés via une filière idoine.

Une plateforme de tri-DIB est également présente sur le site afin de faire de la revalorisation matière.

Une plateforme emballage pour le conditionnement des cartons et du polystyrène en balle est également présente sur site.

La zone de chalandise des déchets est réalisée à 98 % sur le territoire de la Haute-Marne.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rubriques soumises à l'arrêté ministériel	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1	Sans objet
2	Campagne d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3 partiel et 4-II-1er alinéa	Sans objet
3	Réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite n'a pas mis en évidence de non-conformité majeure. Les résultats obtenus lors des campagnes de mesures PFAS montrent une détection de six substances PFAS sur le point de rejet 3 lors des deux dernières campagnes de mesures. Les concentrations obtenues sont comprises entre 0.14 µg/l et 2.39 µg/l. L'origine de ces PFAS est inconnue. L'exploitant n'utilise pas de produit additif sur son site. Au regard de ces résultats, l'exploitant procède à une nouvelle mesure sur le point de rejet 3 avant fin 2025, afin de confirmer ou non la nécessité de prendre des mesures complémentaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rubriques soumises à l'arrêté ministériel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Soumission ou non à l'arrêté ministériel
Prescription contrôlée : Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées : 2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2660, 2661, 2750, 2752, 2760, 2790, 2791, 2795, 3120, 3230, 3260, 3410, 3420, 3440, 3450, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710 ou 4713.
Constats : L'installation SALEUR Recyclage (0005703098), autorisé par arrêté préfectoral n°52-2025-06-00255 du 24 juin 2025, relève de la rubrique 2791 de la nomenclature des ICPE. Par conséquent, l'installation est visée par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Campagne d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3 partiel et 4-II-1er alinéa
Thème(s) : Risques chroniques, campagne d'analyse
Prescription contrôlée : Article 3. L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale. Cette campagne porte sur : 1° L'estimation de la quantité totale de substances PFAS présente, en équivalent fluorure, par l'utilisation de la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (AOF) ; [...] Art.4-II-1er alinéa : L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I.
Constats : L'installation n'a pas d'effluent de process et ne fait aucun rejet industriel. Seules les eaux potentiellement polluées sont les eaux pluviales par ruissellement sur l'ensemble du site. En conséquence, l'exploitant a procédé à la réalisation des campagnes de mesures PFAS sur les points de rejets d'eaux pluviales potentiellement polluées qui drainent l'ensemble des voiries du site. Ces points de rejet sont au nombre de 4 (R1 / R2 / R3 / R4) et les effluents transitent par un séparateur d'hydrocarbure avant de s'infiltrer. Les différents points de rejet collectent les zones suivantes : Point R1 collecte toute la zone où est stocké et travaillé (cisailler) les métaux Point R2 collecte la zone relative à la plateforme cartons (couverte et fermée) et la voirie stationnement de quelques camions Point R3 collecte la zone de stockage des bennes vides et le stockage extérieur des balles cartons Point R4 collecte la zone parking, la voirie des zones de tri Ces campagnes ont été réalisées : - les 1 ^{er} octobre 2024 pour les points R3 et R4, - le 3 octobre 2024 pour les points R1 et R2, - le 11 mars 2025 pour les 4 points - le 2 avril 2025 pour les 4 points L'exploitant précise avoir rencontré des difficultés pour programmer les mesures suite à l'absence de précipitations. Les résultats obtenus ont été transmis sur la plateforme GIDAF et mettent en évidence les résultats suivants :

	1er/10/2024		03/10/24		11/03/25				02/04/25			
	Rejet 3	Rejet 4	Rejet 1	Rejet 2	Rejet 1	Rejet 2	Rejet 3	Rejet 4	Rejet 1	Rejet 2	Rejet 3	Rejet 4
AOF (µg/l)	-	6		74		4,1	8,2	6,1	2,5	2,7	6,3	-
PFOS (µg/l)	0,18	-	-	-	-	-	2,39	-	-	-	1,69	-
PFHxA (µg/l)	-	-	-	-	-	-	0,39	-	-	-	0,27	-
PFOA (µg/l)	-	-	-	-	-	-	0,31	-	-	-	0,2	-
PFHxS (µg/l)	-	-	-	-	-	-	0,27	-	-	-	0,23	-
PFHpS (µg/l)	-	-	-	-	-	-	0,23	-	-	-	0,14	-
6:2 FTOH (µg/l)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,2	0,4	-
Somme PFAS (µg/l)	0,18						3,59			0,2	2,93	

Il est constaté que le débit n'a pas été renseigné lors de la saisie des résultats dans l'application GIDAF, ce qui ne permet pas d'obtenir un flux.

Toutefois, les résultats montrent la présence d'AOF sur « un bruit de fond » et une présence de PFAS à chaque campagne sur le point de rejet R3.

L'ensemble des mesures ont été déléguées au laboratoire Eurofins, notamment la dénomination des points de prélèvement, ainsi que la transmission des résultats.

Afin de lever le doute sur la dénomination des points de prélèvement, l'exploitant se rapproche du laboratoire afin de confirmer la bonne correspondance des dénominations.

L'exploitant indique ne pas utiliser de produits spécifiques pouvant contenir des substances PFAS. Toutefois, il se rapprochera de ses fournisseurs notamment pour les produits de maintenance utilisés sur ses machines ou poids lourds.

A noter que les séparateurs hydrocarbures ont fait l'objet d'entretien, à ce titre l'exploitant transmet à l'inspection les justificatifs.

L'exploitant investigue aussi sur des éventuelles utilisations d'extincteurs sur le site au cours des six dernières années.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au regard des résultats issus des campagnes de mesures, il est demandé à l'exploitant de réaliser une nouvelle mesure sur le point de rejet R3 d'ici fin 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Réseau de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, réseau de collecte des effluents
Prescription contrôlée : Tous les effluents aqueux sont canalisés. Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires des eaux pluviales. Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduaires et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement ou sur les produits et/ou déchets entreposés, sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat. Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant a présenté le jour de la visite un plan de l'installation présentant le descriptif des réseaux (Eaux pluviales, eaux usées, regards de voirie) ainsi que les réseaux qui ont fait l'objet d'une inspection vidéo. Ce plan date de novembre 2023. Ce point ne soulève pas de remarque complémentaire.
Type de suites proposées : Sans suite